



Pour publication immédiate : 26/01/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE LA CRÉATION PAR NEW YORK, LE NEW JERSEY ET LE CONNECTICUT D'UNE COALITION EN VUE DE POURSUIVRE EN JUSTICE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AU SUJET DU PROJET DE LOI FISCALE FÉDÉRAL**

*La suppression de la déductibilité intégrale des impôts locaux et de l'État cible injustement New York, le New Jersey et le Connecticut*

*La coalition en vue de poursuivre le gouvernement fédéral constitue la première étape d'un effort déployé sur trois axes par le Gouverneur Cuomo pour protéger les New-Yorkais contre le projet de loi fiscale fédéral*

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que New York, le New Jersey et le Connecticut avaient créé une coalition en vue de poursuivre le gouvernement fédéral et contester le nouveau projet de loi fiscale républicain qui supprime la déductibilité intégrale des impôts locaux et de l'État (State and Local Tax, SALT). Cette disposition préempte effectivement la capacité des États à gouverner en réduisant leur capacité à subvenir aux besoins de leur citoyens et cible injustement New York et des États dans la même situation, en violation même de la Constitution.

« Les New-Yorkais ne resteront pas sans rien faire tandis que le gouvernement fédéral tire un missile économique sur la santé fiscale de notre État », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « La suppression de la déductibilité intégrale des impôts locaux et de l'État est sans équivoque une attaque partisane et illégale contre New York, qui utilise nos familles qui travaillent dur et l'argent de nos contribuables comme tirelire pour financer des allègements fiscaux pour les entreprises et d'autres États. Cette coalition traînera le gouvernement fédéral en justice pour protéger ses résidents contre cette agression. »

« Le plafonnement de la déduction des impôts locaux et de l'État n'avait rien à voir avec une politique rationnelle », **a déclaré le Gouverneur du New Jersey, Phil Murphy.** « Il s'agit clairement d'une sanction pour des motifs politiques à l'égard des États bleus - comme le New Jersey et ses voisins - qui paient déjà bien plus au gouvernement fédéral qu'ils ne reçoivent. Nous n'assisterons pas à cela sans réagir. Je me suis engagé à ce que mon administration étudie tous les mécanismes juridiques nous permettant de nous battre pour les contribuables du New Jersey et c'est

exactement ce que nous faisons aujourd'hui. Je suis fier que les Gouverneurs Cuomo et Malloy s'associent à la démarche du New Jersey. »

« La législation fiscale des Républicains a fait d'énormes cadeaux au pour cent le plus riche et laisse les contribuables de la classe moyenne payer la facture », **a déclaré le Gouverneur du Connecticut, Dannel P. Malloy.** « En définitive, cette loi nuit réellement aux contribuables du Connecticut qui risquent de perdre plus de 10 milliards de dollars en déductions d'impôts locaux et de l'État. Des centaines de milliers de résidents pourraient être confrontés à une augmentation de leurs impôts alors même que la valeur de leur propriété diminue. La coalition que nous créons aujourd'hui luttera contre les effets discriminatoires de cette loi républicaine irréfléchie et dommageable sur nos États. »

La nouvelle loi fédérale a une incidence disproportionnée sur l'État de New York qui envoie déjà chaque année à Washington 48 milliards de dollars de plus qu'il ne reçoit en fonds fédéraux - un déficit de la « balance des paiements » bien plus extrême que dans aucun autre État. Selon un rapport récent [publié](#) par le Département des impôts et des finances de l'État (State Department of Tax and Finance), la suppression de la déductibilité intégrale des SALT à elle seule coûtera à New York 14,3 milliards de dollars supplémentaires.

La suppression de la déductibilité intégrale des SALT renie également un fondement de base de la loi fiscale fédérale qui a toujours permis aux États de générer des revenus qui ne sont pas doublement imposés.

La création d'une coalition de plusieurs États en vue de poursuivre le gouvernement fédéral est la première étape d'un effort déployé sur trois axes par le Gouverneur Cuomo pour lutter contre l'attaque fiscale fédérale contre New York, tel qu'annoncé dans son [discours sur l'État de l'État 2018](#). Le deuxième axe de cet effort consiste à mettre en place une stratégie d'abrogation et de remplacement et le troisième axe vise à étudier la faisabilité d'une restructuration majeure de la politique fiscale de l'État.

Le 17 janvier, sous la houlette du Gouverneur Cuomo, le Département des impôts et des finances de l'État de New York a [publié](#) un rapport préliminaire exposant les possibilités d'une réforme radicale des impôts de l'État afin de contrecarrer la législation fiscale fédérale. L'État utilisera ce schéma directeur comme base pour travailler avec des experts, des parlementaires, des employeurs, des contribuables et d'autres parties prenantes afin d'élaborer et de mettre en œuvre des changements nécessaires du code fiscal de New York.

###